



NATIONAL CAPITAL COMMISSION
COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL POUR LES TROIS MOIS

TERMINÉS LE 30 JUIN 2019

Canada



TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion et analyse.....	3
A. Analyse des résultats d'une année à l'autre.....	3
B. Analyse budgétaire.....	4
C. Utilisation des crédits parlementaires.....	5
D. Dépenses d'immobilisations corporelles.....	6
E. Gestion intégrée des risques.....	6
F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes.....	7
Déclaration de responsabilité de la direction.....	8
État de la situation financière.....	9
État des résultats et de l'excédent accumulé.....	10
État de la variation des actifs financiers nets.....	11
État des flux de trésorerie.....	12
Notes afférentes aux états financiers trimestriels.....	13

RAPPORT DE GESTION ET ANALYSE POUR LES TROIS MOIS TERMINÉS LE 30 JUIN 2019

Les résultats financiers pour la période de trois mois se terminant le 30 juin 2019 ont résulté en un excédent de 21,5 millions de dollars. Le surplus s'explique principalement par des différences temporelles quant à la réception et à l'utilisation des crédits parlementaires y compris un montant de 10,7 millions représentant la différence entre les crédits parlementaires pour les immobilisations perçus et la dépense d'amortissement des immobilisations corporelles, une indemnité de 6,4 millions comptabilisée dans autres revenus, reçue en échange du droit d'aménager une propriété avec une densité supplémentaire sous réserve d'un examen de la conception, ainsi qu'un gain de 4,8 millions relatif à un transfert de terrain de la phase 1 du réseau de train léger sur rail. Les revenus récurrents et les dépenses d'exploitation récurrentes sont conformes au budget. Les investissements en immobilisations sont plus bas que prévus.

A. Analyse des résultats d'une année à l'autre

Les revenus ont augmenté de 9,3 millions de dollars, ou 80,5 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. L'analyse de l'écart favorable est décrite ci-dessous :

- Autres revenus de 6,4 millions pour une compensation reçue en échange du droit d'aménager une propriété avec une densité supplémentaire;
- Le gain sur la cession d'immobilisations corporelles a considérablement augmenté de 4,7 millions ou 3551,9 p. 100 pour atteindre 4,8 millions, en raison du gain de 4,8 millions relatif à un transfert de terrain de la phase 1 du réseau de train léger sur rail.
- Les recouvrements ont augmenté de 0,4 million, ou 53,1 p. 100 pour atteindre 1,0 million.
- Les revenus d'intérêts ont augmenté de 0,3 million, ou 52,2 p. 100 pour atteindre 0,9 million;
- Les commandites monétaires ont légèrement augmenté pour atteindre 0,2 million;
- Partiellement contrebalancé par la baisse de 0,2 million des opérations de location et servitudes, ou 3,5 p. 100 pour atteindre 5,8 millions;
- La sous-location du siège social a diminué de 0,2 million, ou 33,8 p. 100 pour atteindre 0,5 million;
- Les autres revenus ont diminués de 2,0 millions, ou 84,0 p. 100 pour atteindre 0,4 million, principalement en raison d'une compensation de 2,1 millions reçue de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour un terrain transféré à la CCN, entièrement comptabilisée au cours du premier trimestre de 2018-2019;

Les charges d'exploitation ont augmenté de 1,5 million de dollars, ou 4,6 p. 100, comparativement à la même période l'an dernier. Les résultats par programmes sont les suivants :

- L'intendance et protection a augmenté de 1,3 million, ou 5,6 p. 100, pour atteindre 23,8 millions. La diminution est principalement en raison des efforts de restauration de l'argile du frêne (0,6 million);
- Les services internes ont augmenté de à 0,3 million de dollars, ou 3,5 p. 100, pour atteindre 8,7 millions;
- Planification à long terme a diminué de 0,1 million de dollars, ou 7,3 p. 100, pour atteindre 1,0 million;

Le financement provenant du gouvernement du Canada par l'entremise des crédits parlementaires a augmenté de 11,0 millions de dollars, ou 47,3 p. 100 comparativement à la même période l'an dernier, principalement en raison du financement additionnel provenant du budget de 2018 pour appuyer des travaux de réparation et d'entretien essentiels dans son portefeuille d'immobilisations. Les résultats en fonction des principales catégories de crédits parlementaires sont les suivants :

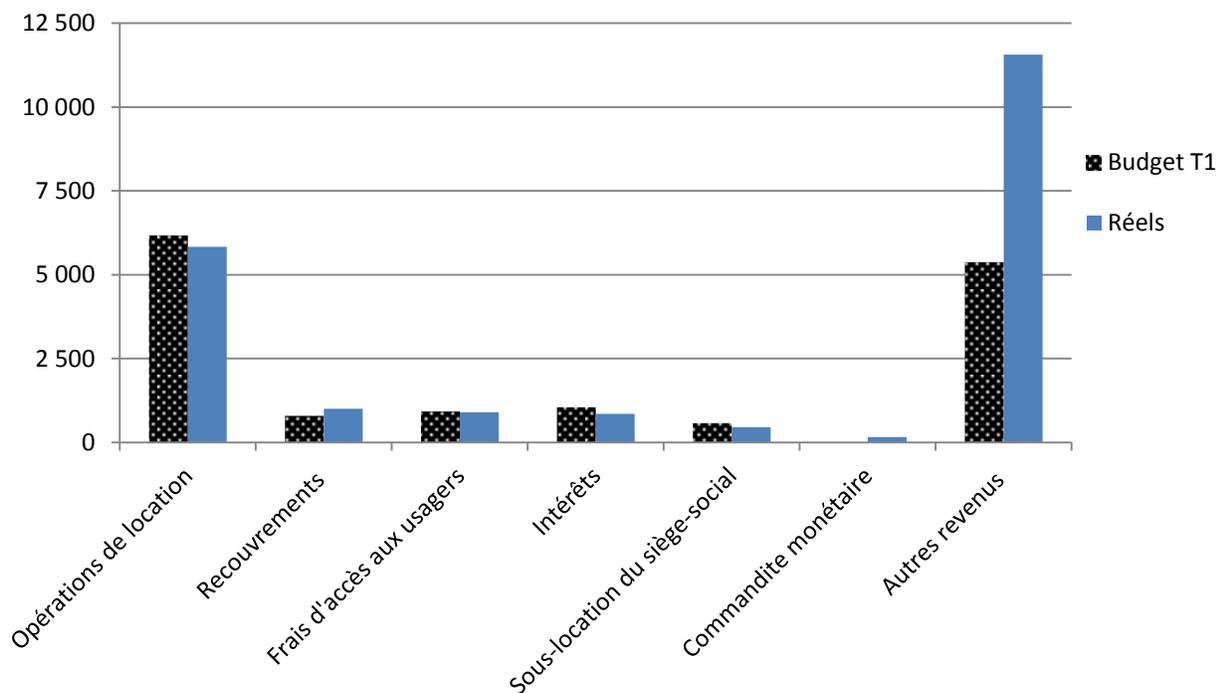
- Les crédits pour les charges d'exploitation ont augmenté de 2,6 millions, ou 16,5 p. 100, pour atteindre 18,6 millions;
- Les crédits pour les immobilisations corporelles ont augmenté de 8,3 millions, ou 115,1 p. 100, pour atteindre 15,6 millions.

B. Analyse budgétaire

Le budget des revenus pour l'exercice 2019-2020 comprend des éléments non-récurrents tels que un gain relatif au transfert de terrain de la phase 1 du réseau de train léger sur rail, des recouvrements et contributions liées à différents projets et commémorations, représentant 5,2 millions de dollars comptabilisés à la fin du premier trimestre, représentant 45,1 p. 100 du budget annuel. Les revenus récurrents totalisent 9,2 millions ou 25,0 p. 100 du budget annuel au 30 juin 2019.

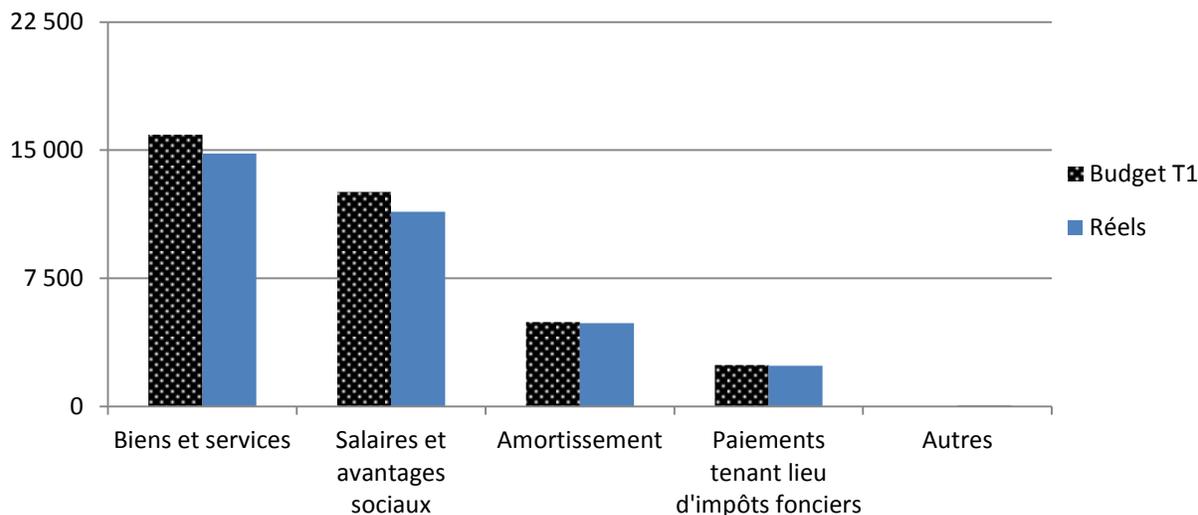
Le graphique suivant fournit les détails des revenus du premier trimestre de 20,8 millions comparativement au budget de 14,9 millions. L'augmentation des autres revenus est dû à la compensation non planifiée reçue en échange du droit d'aménager une propriété avec une densité supplémentaire sous réserve d'un examen de la conception; les opérations de location, les revenus d'intérêts, la sous-location du siège social sont légèrement inférieurs au budget, tandis que les recouvrements et les commandites monétaires sont légèrement plus élevés que budget, principalement en raison de différences temporaires et d'éléments non récurrents qui devraient se résorber d'ici la fin de l'année.

Revenus par type (en milliers de dollars)



Le tableau suivant fournit les détails des charges d'exploitation de 33,5 millions comparativement au budget de 35,8 millions. Les écarts sont principalement attribuables au calendrier des dépenses tels que : les délais dans les dépenses en biens et services relatifs à la construction d'un monument commémoratif (0,4 million), aux projets en fonctionnement financés par le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (0,9 million). Les salaires affichent un surplus de 1,2 million par rapport au budget en raison de postes vacants.

Charges d'exploitation (en milliers de dollars)



C. Utilisation des crédits parlementaires

La CCN tire son financement de différentes sources: les crédits parlementaires, les opérations de location et servitudes, les revenus de placements, les frais d'accès aux usagers, les recouvrements de coûts, les gains sur la cession d'immobilisation corporelle et les autres revenus. La CCN prélève ses crédits parlementaires en fonction de la prévision des dépenses telle que fournie au ministre du Patrimoine canadien. Puisque les dépenses ne sont pas liées à une source de financement, l'appariement direct des crédits reçus et à recevoir et son utilisation spécifique n'est pas pertinente.

La CCN a reçu 34,2 millions de dollars, ou 25,7 p. 100 de son financement en appropriations prévu pour la période terminée le 30 juin 2019. Les prélèvements de crédits parlementaires sont fondés sur les dépenses prévues. Le tableau ici-bas démontre la prévision des crédits parlementaires par vote.

Les crédits parlementaires de la CCN par vote (milliers de dollars)

Vote	Budget annuel	Crédits parlementaires reconnus	% Reconnus	Budget supplémentaire des dépenses	Prévision-mars 2020
Crédits pour les charges d'exploitation	73 810	18 632	25%	-	55 178
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	-	-
<i>sous-total</i>	73 810	18 632	25%	-	55 178
Crédits pour les immobilisations corporelles	62 453	15 613	25%	-	46 840
Budget supplémentaire des dépenses	-	-	-	-	-
<i>sous-total</i>	62 453	15 613	25%	-	46 840
Total	136 263	34 245	25%	-	102 018

Des détails additionnels concernant les crédits parlementaires se trouvent dans les états financiers trimestriels de la CCN au 30 juin 2019 (note 8).

D. Dépenses d'immobilisations corporelles

Les investissements selon les principales catégories de dépenses d'immobilisations corporelles sont les suivants :

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 (en milliers de dollars)	Réels
Investissements dans les routes et ponts	6 136
Propriétés historiques	3 806
Propriétés locatives	516
Mise en valeur de propriétés	-
Actifs verts	844
Autres projets, principalement les frais de gestion de projet	1 742
Équipements	324
Acquisitions de biens immobiliers	117
Total réels T.1 2019-2020	13 485
Total réels T.1 2018-2019	4 794
Variance	8 691
Budget 2019-2020	78 823
% Atteint	17%
% Engagé	36%

E. Gestion intégrée des risques

La CCN utilise un cadre intégré de gestion pour identifier, gérer et atténuer ses risques. Elle applique ce cadre à la prise de décisions stratégiques, à la planification opérationnelle et à la gestion de projets. La gestion des risques d'entreprise est intégrée au cycle de planification et de reddition de comptes de la CCN par le truchement d'un exercice visant à établir le profil de risque. Cet exercice aide à déterminer les principaux risques d'entreprise et les mesures visant à les contrer pour la période de planification. Ces principaux risques d'entreprise et opérationnels sont suivis de près tout au long de l'exercice, et on rend compte des tendances en la matière et de l'efficacité des mesures d'atténuation au conseil d'administration tous les trimestres.

La CCN cherche en permanence des occasions d'améliorer son cadre de gestion des risques et de mettre à profit une information plus complète sur ceux-ci pour la prise de décisions, en vue de prendre les mesures qui s'imposent pour appliquer les stratégies d'atténuation nécessaires et demeurer résiliente.

Pour la période de planification de 2019-2020 à 2023-2024, la CCN a identifié trois grandes catégories de risques d'entreprise : la capacité; la réputation et l'influence; la sécurité.

Capacité

Les risques liés à la capacité concernent l'aptitude de la CCN à maintenir des niveaux adéquats de ressources financières et humaines pour être résiliente face à un milieu opérationnel en évolution et pour réaliser ses activités et gérer ses biens efficacement.

Dans l'avenir, la CCN continuera de collaborer avec le gouvernement dans le but de cibler des solutions de financement durables à long terme pour s'assurer que ses actifs demeurent sécuritaires et résilients et que les

générations actuelles et futures de visiteurs de la région de la capitale nationale puissent en profiter. Par ailleurs, la CCN saisit les occasions de tirer profit de ces derniers afin de produire des revenus en concluant des baux à long terme et d'autres transactions foncières. Elle continue de trouver des gains d'efficacité et des mesures de limitation des coûts dans ses portefeuilles de gestion du cycle de vie et de gestion de projets. De son côté, le conseil d'administration de la CCN a établi un comité spécial sur la viabilité financière pour soutenir ces efforts.

La CCN a fait des capacités en matière de ressources humaines l'une de ses priorités pour la présente période de planification, notamment en incluant des éléments du risque à cet égard. Elle continue de se concentrer sur l'élaboration de stratégies visant à attirer, à gérer et à conserver une main-d'œuvre talentueuse et d'optimiser ses processus opérationnels. Ces stratégies constituent la plus grande partie des initiatives liées à la priorité 6, qui vise à atténuer ce risque en faisant de la CCN un employeur de choix dans la région de la capitale nationale.

Réputation et influence

Les risques liés à la réputation et à l'influence concernent l'aptitude de la CCN à maintenir une bonne réputation et à pouvoir influencer ses partenaires, les intervenants, le public et les élus.

Pour protéger sa réputation et son influence, la CCN mobilise les intervenants, ses partenaires et le public, et elle les sensibilise au bénéfice qu'elle procure à la région de la capitale. Un nouveau plan de communication intégrée, fondé sur une approche proactive des communications pour mobiliser les partenaires et mieux faire connaître les politiques et les processus liés à ses rôles en matière de réglementation, permettra d'actualiser la stratégie de mobilisation du public de la CCN. En outre, la CCN participe activement à de nombreux projets qui jouissent d'une grande visibilité dans la région de la capitale nationale dans le cadre desquels elle collabore avec les municipalités et consulte d'autres intervenants importants à propos d'initiatives de planification.

Sécurité

Les risques liés à la sécurité concernent la détérioration de l'état des actifs de la CCN due au report de l'entretien ou au niveau de priorité insuffisant accordé aux activités d'entretien et de renouvellement, ce qui pourrait engendrer des problèmes de santé et de sécurité. Ces risques ont aussi été mentionnés dans le rapport de l'examen spécial du BVG de 2017.

Les mesures d'atténuation des risques consistent à poursuivre les travaux sur des actifs qui doivent absolument être réparés, à les remettre en bon état selon les fonds reçus dans le budget de 2018, à examiner les plans de gestion à long terme des actifs et à formuler des recommandations sur la stratégie de portefeuilles, de même qu'à mettre en œuvre une stratégie d'établissement des coûts et d'aliénation de terrains qui ne font pas partie de la MTIN. En particulier, cela comprend l'inspection régulière des terrains et des actifs, ainsi que la mise en place de plans, de politiques et de procédures de sécurité et leur utilisation dans le cadre des activités quotidiennes de la CCN. La CCN conçoit également des options concernant les terrains qui ne font pas partie de la MTIN afin de générer des revenus.

F. Principaux changements relatifs aux activités, au personnel et aux programmes

Dans le budget de 2018, le gouvernement a annoncé un investissement de 55 millions de dollars sur deux ans (de 2018-2019 à 2019-2020) pour permettre des travaux de réparation et d'entretien essentiels aux actifs du portefeuille d'immobilisations corporelles de la CCN. L'attribution de ces fonds permettra à la société d'État de commencer à s'occuper des besoins d'entretien d'actifs prioritaires, s'assurant ainsi que ceux-ci ne causent pas de problèmes de santé ou de sécurité.

Aucun autre changement important n'est survenu lors des trois mois se terminant le 30 juin 2019 quant aux activités de la CCN et à ses programmes.

États financiers non audités

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019

Déclaration de responsabilité de la direction

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.

Le premier dirigeant,

Le Vice-président, Services généraux et
Chef des services financiers,



Tobi Nussbaum

Michel Houle, CPA, CMA

Ottawa, Canada
Le 28 août 2019

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)
(en milliers de dollars)

30 juin 2019 31 mars 2019

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	98 296	75 336
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés (note 4)	67 204	79 907
Créances	15 204	11 301
Placements (note 3)	29 335	29 357
	210 039	195 901

PASSIFS

Créditeurs et charges à payer	25 893	18 633
Train léger sur rail (note 4)	55 757	73 437
Provision pour nettoyage environnemental	65 529	65 354
Revenus reportés (note 5)	32 714	18 610
Avantages sociaux futurs	9 406	9 598
Autres passifs	10 794	10 463
	200 093	196 095

ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)

9 946 (194)

ACTIFS NON FINANCIERS

Immobilisations corporelles (note 6)	669 050	660 564
Frais payés d'avance	6 453	3 494
Autres actifs non financiers	5 144	5 189
	680 647	669 247

EXCÉDENT ACCUMULÉ

690 593 669 053

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration

Le président du conseil d'administration,



Marc Seaman

La présidente du Comité d'audit,



Tanya Gracie

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES RÉSULTATS ET DEL'EXCÉDENT ACCUMULÉ (NON AUDITÉ)
 Pour les trois mois terminés le 30 juin (en milliers de dollars)

	2019-2020 Budget annuel (note 2)	2019 Réel	2018 Réel
REVENUS			
Opérations de location et servitudes	24 761	5 833	6 047
Recouvrements	3 214	1 009	659
Frais d'accès aux usagers	3 445	899	928
Intérêts	4 701	851	559
Sous-location du siège social	1 729	454	686
Commandites monétaires	-	159	102
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	8 812	4 784	131
Autres revenus	1 521	6 783	2 395
	48 183	20 772	11 507
CHARGES (note 7)			
Planification à long terme	6 606	1 009	1 088
Intendance et protection	93 964	23 804	22 551
Services internes	35 622	8 664	8 373
	136 192	33 477	32 012
Déficit avant le financement du gouvernement du Canada	(88 009)	(12 705)	(20 505)
Financement du gouvernement du Canada			
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	73 810	18 632	15 989
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles (note 8)	62 453	15 613	7 260
	136 263	34 245	23 249
Excédent de la période	48 254	21 540	2 744
Excédent accumulé au début de la période	657 574	669 053	647 900
Excédent accumulé à la fin de la période	705 828	690 593	650 644

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (NON AUDITÉ)**

Pour les trois mois terminés le 30 juin (en milliers de dollars)

	2019-2020 Budget annuel (note 2)	2019 Réel	2018 Réel
Excédent de la période	48 254	21 540	2 744
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles (note 6)	(73 898)	(13 537)	(4 979)
Amortissement des immobilisations corporelles (note 6)	19 740	4 867	4 781
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	(8 812)	(4 784)	(131)
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	1 072	46	897
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	9 469	4 968	481
Perte réalisée suite à une opération de cession-bail	-	(46)	(46)
	(52 429)	(8 486)	1 003
Variation des frais payés d'avance	-	(2 959)	(2 540)
Variation des autres actifs non financiers	177	45	(305)
	177	(2 914)	(2 845)
Augmentation des actifs financiers nets	(3 998)	10 140	902
Actifs financiers nets (dette nette) au début de la période	(16 708)	(194)	2 485
Actifs financiers nets à la fin de la période	(20 706)	9 946	3 387

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)
 Pour les trois mois terminés le 30 juin (en milliers de dollars)

	2019	2018
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires		
pour les charges d'exploitation	19 490	16 765
Rentrées de fonds provenant des opérations de location et servitudes	4 182	5 206
Rentrées de fonds provenant des autres activités	6 946	8 495
Paielements aux fournisseurs	(17 317)	(18 077)
Paielements aux employés	(12 591)	(11 462)
Intérêts reçus	979	683
Déboursés relatifs à la gestion et à l'assainissement de sites	(86)	(79)
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	1 603	1 531
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Rentrées de fonds provenant des crédits parlementaires pour		
les immobilisations corporelles	15 613	7 260
Acquisition et amélioration d'immobilisations corporelles	(7 084)	(6 157)
Produits de la cession d'immobilisations corporelles	-	131
Déboursés pour le nettoyage environnemental	(191)	(18)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement en immobilisations	8 338	1 216
ACTIVITÉS DE PLACEMENT		
Rentrées de fonds pour le projet de train léger sur rail	381	279
Rentrées de fonds pour le Fonds "Chambers Building"	9	-
Acquisition de placements	(524)	(173)
Encaissement de placements	450	-
Flux de trésorerie provenant des activités de placement	316	106
Augmentation de la trésorerie et équivalents de trésorerie	10 257	2 853
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	155 243	119 916
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	165 500	122 769
Représentés par :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	98 296	58 515
Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés	67 204	64 254
	165 500	122 769

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objectifs

La Commission de la capitale nationale (CCN) a été constituée en 1959 en vertu de la *Loi sur la capitale nationale* (1958) comme une société d'État mandataire sans capital-actions nommée à la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et n'est pas assujettie à la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Sa mission, telle qu'elle a été modifiée dans la *Loi sur la capitale nationale* (2013), est d'établir des plans d'aménagement, de conservation et d'embellissement de la région de la capitale nationale et de concourir à la réalisation de ces trois buts, afin de doter le siège du gouvernement du Canada d'un cachet et d'un caractère dignes de son importance nationale.

La CCN est aussi chargée de la gestion et de l'entretien des immobilisations corporelles des résidences officielles situées dans la région de la capitale nationale. Elle a constitué le Fonds Canadiana afin d'encourager la population canadienne à participer à la mise en valeur des aires publiques des résidences officielles grâce à des dons publics de meubles, de peintures et d'objets d'art ou de sommes destinées aux acquisitions. Les pièces choisies doivent refléter le patrimoine et les traditions artistiques du Canada, être associées à des événements historiques ou s'intégrer au style architectural d'une résidence.

En 2015, la société a reçu une instruction (C.P. 2015-1106) en vertu de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* pour harmoniser ses politiques, lignes directrices et pratiques de dépenses de voyages, d'accueil, de conférences et d'événements avec les politiques du Conseil du Trésor. La CCN a satisfait aux exigences de la directive à compter de 2015-2016.

2. Conventions comptables importantes

MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers sont préparés selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP) définies par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) et respectent les conventions ci-dessous.

Ces états financiers trimestriels doivent être lus parallèlement aux états financiers annuels en date du 31 mars 2019.

L'état de la situation financière comprend les actifs financiers et non financiers ainsi que les passifs. Les actifs non financiers, normalement utilisés pour fournir des services futurs sont imputés aux charges par l'entremise de l'amortissement ou lors de leur utilisation. Les actifs non financiers ne sont pas pris en considération au moment de déterminer les actifs financiers nets, mais sont ajoutés aux actifs financiers nets pour déterminer l'excédent accumulé.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers.

Incertitude relative à la mesure

La préparation d'états financiers conformément aux NCSP exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les valeurs présentées aux titres d'actifs financiers, de passifs et d'actifs non financiers en date des états financiers ainsi que sur les montants présentés aux titres de revenus et charges de l'exercice. La durée de vie utile prévue des immobilisations corporelles, la provision pour nettoyage environnemental, les avantages sociaux futurs, la réduction de valeur des

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

immobilisations corporelles et la comptabilisation des passifs éventuels sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été faites. Les résultats réels peuvent différer de façon significative des estimations de la direction.

Données budgétaires

Les données budgétaires pour 2019-2020, présentées dans le *Plan d'entreprise 2019-2020 à 2023-2024*, sont incluses à l'état des résultats et de l'excédent accumulé ainsi qu'à l'état de la variation des actifs financiers nets.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements

La politique de la CCN est d'investir les excédents de trésorerie dans des certificats de placement garanti, des acceptations bancaires, des billets garantis, des dépôts à terme et des titres du gouvernement du Canada, d'un gouvernement provincial ou d'une autorité municipale. Ces catégories de placements sont achetées auprès d'un membre de l'Association canadienne des paiements et ils sont tous remboursables à court préavis.

A. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Au 30 juin 2019, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 98,3 millions de dollars (75,3 millions au 31 mars 2019) d'encaisse, investis à un taux d'intérêt moyen pondéré de 2,3 p. 100 (2,1 p. 100 au 31 mars 2019).

B. PLACEMENTS

Au 30 juin 2019, les placements de portefeuille à court terme incluent un certificat de placement garanti totalisant 10,0 millions de dollars (10,0 millions au 31 mars 2019) à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 2,9 p.100 et d'une durée de 12 mois (2,9 p.100 au 31 mars 2019).

Au 30 juin 2019, les placements de portefeuille à long terme incluent des titres de gouvernements provinciaux totalisant 19,3 millions de dollars (19,4 millions au 31 mars 2019) investis à un taux d'intérêt effectif moyen pondéré de 3,7 p. 100 (3,7 p. 100 au 31 mars 2019).

	30 juin 2019		31 mars 2019	
	Coût amorti	Cours du marché	Coût amorti	Cours du marché
Gouvernements provinciaux	19 335	19 800	19 357	19 812
Certificat de placement garanti	10 000	10 000	10 000	10 000
	29 335	29 800	29 357	29 812

C. FONDS INSCRITS À DES COMPTES SPÉCIAUX

Au 30 juin 2019, parmi la trésorerie et les équivalents de trésorerie, 40,7 millions de dollars (41,1 millions au 31 mars 2019) sont inscrits à des comptes spéciaux dont l'utilisation est soumise à des restrictions ou qui ont été réservés à un usage particulier.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés

	Montant reçu	Montant retourné/transféré	Intérêts	30 juin 2019
TLR Phase 1 - Dépôt de garantie	49 026	-	4 578	53 604
TLR Phase 1 - Dépôt d'exécution	24 500	(13 475)	1 022	12 047
TLR Phase 2 - Dépôt de la ligne Confédération	13 028	(13 093)	65	-
	86 554	(26 568)	5 665	65 651
Fonds "Chambers Building"	1 544	-	9	1 553
Total	88 098	(26 568)	5 674	67 204

A. Train léger sur rail (TLR)

La Ville d'Ottawa (la Ville) a entrepris un important projet pour remplacer le réseau actuel de service rapide par autobus par un système de train léger sur rail. Ce système touchera plusieurs propriétés de la CCN, sous réserve de modifications à la suite de la mise au point définitive du tracé.

Le tableau ci-dessus présente en détail les sommes qui ont été reçues, retournées et transférées ainsi que les intérêts nets gagnés à ce jour. Au cours de la période, des intérêts nets de 0,4 million de dollars (0,3 million en 2018) ont été comptabilisés et se retrouvent dans le poste d'actifs financiers « Trésorerie et équivalents de trésorerie affectés » et le poste de passifs « Train léger sur rail ». Les intérêts cumulatifs comptabilisés au 30 juin 2019 étaient de 5,7 millions de dollars (5,3 millions au 31 mars 2019).

Le poste de passifs « Train léger sur rail » totalise 55,8 millions de dollars (73,4 millions au 31 mars 2019).

B. Fonds « Chambers Building »

Tel qu'indiqué dans le bail foncier avec Allied, le locataire doit contribuer un montant annuel à la CCN dont l'objectif est de financer des améliorations futures de l'immeuble au 40 rue Elgin. Les exigences de financement ont débuté le 31 octobre 2018 et se poursuivront chaque année jusqu'à la fin du bail en 2056. Ces fonds sont administrés par la CCN. Un passif connexe est comptabilisé et inclus au poste « Autres passifs ».

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5. Revenus reportés

Les revenus reportés sont composés des éléments suivants :

	30 juin 2019	31 mars 2019
Revenus de location reportés	7 199	7 121
Revenus de servitude et permission d'occuper reportés	16 546	5 863
Autres revenus reportés	8 969	5 626
	32 714	18 610

Les revenus de location reportés correspondent principalement à la valeur actualisée du montant minimal des revenus de location futurs exigibles que la CCN a perçus en vertu de trois différents baux de location de terrains. La valeur actualisée pour les contrats en cours a été établie en utilisant des taux d'actualisation de 4,27 p.100, 6,01 p.100 et 6,5 p.100. Ces revenus de location reportés seront constatés aux résultats sur la durée des baux qui comportent différentes dates d'échéance, et ce, jusqu'en 2068. Durant la période, des revenus de location reportés de 0,1 million de dollars (0,1 million au 30 juin 2018) ont été constatés aux résultats.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

6. Immobilisations corporelles

	COÛT				AMORTISSEMENT CUMULÉ				VALEUR COMPTABLE NETTE	
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Dépense d'amortissement	Dispositions/ Ajustements	Solde de fermeture	30 juin 2019	31 mars 2019
Terrains ¹	326 605	342	184	326 763	-	-	-	-	326 763	326 605
Immeubles et infrastructures ²	808 323	12 628	-	820 951	484 054	4 394	-	488 448	332 503	324 269
Améliorations locatives	15 120	-	-	15 120	10 665	149	-	10 814	4 306	4 455
Matériel ²	20 129	567	56	20 640	14 894	324	56	15 162	5 478	5 235
	1 170 177	13 537	240	1 183 474	509 613	4 867	56	514 424	669 050	660 564

1. Le coût des terrains inclut 0,2 million de dollars (0,2 million au 31 mars 2019) d'expropriation foncière non réglée.

2. Le coût total des immeubles et infrastructures, et matériel incluent 33,9 millions de dollars (20,9 millions au 31 mars 2019) de travaux en cours. Une fois les travaux terminés, leur coût sera amorti selon leur durée de vie utile prévue.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS (NON AUDITÉES)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2019 (en milliers de dollars, sauf indication contraire)

7. Charges par objet

Résumé des charges ventilées par objet :

	2019-2020		
	Budget annuel	30 juin 2019	30 juin 2018
	(note 2)		
Biens et services	57 880	14 801	12 760
Salaires et avantages sociaux	47 846	11 389	11 164
Amortissement	19 740	4 867	4 781
Paievements tenant lieu d'impôts fonciers	9 654	2 374	2 410
Perte sur la cession d'immobilisations corporelles	1 072	46	897
	136 192	33 477	32 012

Les antiquités, les œuvres d'art et les monuments acquis ou construits par la CCN et ceux reçus sous forme de dons par le Fonds Canadiana ou par la CCN ne sont pas comptabilisés comme immobilisations corporelles, mais plutôt comme charges, et sont inclus au poste « Biens et services ». Pour la période terminée le 30 juin 2019, les antiquités, les œuvres d'art et les monuments représentent 0,1 million de dollars (0,1 million au 30 juin 2018).

8. Crédits parlementaires

	30 juin 2019	30 juin 2018
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation¹		
Montant reçu durant la période	18 452	15 989
Montant reçu d'un exercice précédent	180	-
	18 632	15 989
Crédits parlementaires pour les immobilisations corporelles²		
Montant reçu durant la période	15 613	7 260
	15 613	7 260
Crédits parlementaires approuvés et constatés au cours de la période	34 245	23 249

1. En date du 30 juin 2019 et 2018, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2020 et 2019 totalisaient 73,8 millions et 68,1 millions de dollars respectivement.

2. En date du 30 juin 2019 et 2018, les montants approuvés pour les exercices se terminant le 31 mars 2020 et 2019 totalisaient 62,5 millions et 40,3 millions de dollars respectivement.